

**PARTIT OCCITAN**  
**BP 31**  
**16270 ROMASIERAS**



## **ORIENTATIONS**

**(1994)**

*Madame, Monsieur,*

*Le document que nous vous soumettons expose les grandes lignes de l'orientation politique du Partit Occitan. Nous souhaitons qu'à partir de celles-ci s'ouvre un débat avec tous les acteurs de la vie sociale et économique pour que puissent être enrichies les propositions programmatiques ébauchées ici.*

Dans le contexte actuel, la politique est loin d'avoir une bonne image de marque dans l'opinion. Face aux grands défis de notre époque que sont l'emploi, l'environnement, le racisme, la mondialisation des échanges, nous tenons à affirmer qu'il est possible d'influer politiquement sur l'économie, nos conditions de travail et d'existence.

***Partit Occitan***

# **ORIENTATIONS**

Au sein de l'Europe des peuples et régions que nous désirons, les régions occitanes doivent reprendre confiance en elles-mêmes, en leur économie, en leur dynamisme, leur culture. Nous proposons aux Occitans de relever la tête face au centralisme. L'Occitanie est une idée d'actualité qui s'intègre dans un vaste mouvement, tant européen que mondial, et qui pousse les peuples vers une logique moderne d'organisation.

## **1. OCCITANS, RELEVONS LA TÊTE !**

Le Partit Occitan, mouvement autonomiste de progrès, s'inscrit dans le cadre démocratique d'une vie pluraliste. Il fonde son action et ses propositions sur l'analyse des situations concrètes. Il repousse les idéologies libérales et sauvages et celles du type interventionniste.

Nous estimons que l'initiative individuelle mérite d'être encouragée mais, là où elle est défailante, l'initiative publique est nécessaire. La puissance publique a le devoir de veiller à ce que l'épanouissement de la vie politique et sociale se fasse pour la satisfaction des intérêts de tous. Nos objectifs visent au développement et au progrès économique, social et culturel des régions occitanes modernes, vivantes et ouvertes. Les langues et les cultures sont égales en droit. Promouvoir notre (votre) identité occitane repose sur le droit fondamental de toute culture et langue à la reconnaissance et à un statut.

Pour y parvenir, le Partit Occitan propose un outil: l'autonomie de l'Occitanie à travers la mise en place d'une coordination des régions occitanes dans un premier temps; par la suite, cette autonomie doit être affirmée au sein de l'Hexagone et de l'Europe.

## 2. L'AUTONOMIE, C'EST MODERNE

Les États centralisés sont inadaptés: ils ont été fauteurs de guerres et se révèlent encore plus impuissants que les autres à résoudre les problèmes et injustices que provoque la mondialisation de l'économie.

L'étatisme des pays de l'Est a, en s'effondrant, laissé seul en place un libéralisme sauvage qui génère concentration des pouvoirs financiers et économiques, inégalités criantes, chômage et uniformisation des modes de vie.

La notion d'autonomie constitue donc un élément de contrepoids, d'équilibre et de justice face à ce libéralisme. Pour autant, l'égalité ne consiste pas à apporter des solutions identiques à des situations différentes. C'est ainsi que nous restons très critiques face à la décentralisation actuelle qui a surtout transféré des charges aux régions sans transférer des moyens financiers adaptés et de véritables compétences politiques.

Cette décentralisation bâclée renforce le système des notables locaux et féodaux sans restituer aux citoyens que nous sommes les véritables contre-pouvoirs qui assureraient notre responsabilité. De l'échelon communal à l'échelon européen, la citoyenneté se doit d'être plurielle

Méfions-nous: l'autonomie occitane ne peut être synonyme de nouveau centralisme. L'Occitanie ne peut exister que si ses composantes régionales sont affirmées et reconnues: Auvergne, Dauphiné, Gascogne, Guyenne, Languedoc, Limousin et Provence la composent. Certaines limites territoriales sont à redéfinir (Drôme, Ardèche, Charente, Béarn...) pour donner une cohérence à notre projet. Le Val d'Aran et les vallées d'Italie sont occitanes: nous devons travailler au sein de l'Europe à notre rapprochement au-delà des États.

Le renforcement des compétences régionales que nous souhaitons en matière de fiscalité, d'épargne, de formation et d'éducation, d'environnement, d'audiovisuel, ne peut être envisagé qu'en harmonie avec la législation de nos voisins les plus avancés en ce domaine. Aucune situation n'est figée, la lutte politique et le dialogue permettent des évolutions dans le domaine des compétences régionales.

Le département, appui principal du centralisme parisien et du clientélisme des notables, expose tous les jours son inefficacité économique et politique. Nous souhaitons son effacement progressif. L'intercommunalité à promouvoir là où c'est possible doit s'inscrire dans le cadre du "pays". Ces pays sont reconnus actuellement par l'État central en tant que zones agricoles ou bassins d'emplois. Une démarche politique et économique moderne ne peut que s'appuyer sur ces entités qui traversent les siècles. Le pays doit être représenté au sein de la Région car celle-ci est la structure la plus viable et la plus apte à coordonner des actions à l'intérieur de la communauté occitane, comme l'État le fait dans le cadre de l'Union Européenne. Nous mettons en avant le principe de subsidiarité: les problèmes sont à traiter au niveau administratif le plus proche du citoyen si ce dernier est adapté. Centralisme et bureaucratie marchent ensemble et ce sont des freins à la démocratie.

Pour autant, nous ne sommes pas des régionalistes hexagonaux. Les institutions de l'État peuvent évoluer vers une organisation fédérale du pays.

### **3. DES RÉGIONS... AU PAYS OCCITAN**

La démocratie la plus élémentaire voudrait que les élus régionaux soient élus au sein d'une assemblée régionale au suffrage universel au scrutin régional et proportionnel. Cette instance ne peut avoir une réalité qu'en récupérant des moyens financiers sur la fiscalité d'État. A la Région de prendre ses responsabilités vis-à-vis de certaines productions qu'elle souhaite promouvoir ou protéger.

Une communauté occitane doit naître de l'association des Régions occitanes. C'est nécessaire pour définir des équilibres dans les domaines aussi divers que les communications, le développement industriel et rural, les questions d'aménagement du territoire, de protection de l'environnement, du soutien culturel et linguistique. Ainsi, dans ce cadre de l'Euro-Région, seront mises en œuvre les décisions européennes.

### **4. AU SERVICE DES HOMMES, LA DÉMOCRATIE**

Moyen au service des hommes, la démocratie reste perfectible. Nous devons veiller à mieux séparer les pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire, financier. La vie politique mérite mieux que le seul spectacle: la limitation du cumul des mandats électoraux, la nécessaire transparence en matière de financements politiques et, au niveau local, dans l'obtention des permis de construire peuvent rétablir une confiance émoussée par nombre de scandales.

La démocratie ne se limite pas aux seules élections. Il faut ménager des espaces et des moyens d'expression directe entre élus, citoyens et leurs associations. Par ailleurs, il n'est ni naïf ni puéril de vouloir desserrer l'étau des pressions politiques et économique-financières sur les médias et la justice. La lutte contre les trafics d'influence s'inscrit dans le cadre du combat démocratique.

Nous sommes très attachés à la notion de service public. Son efficacité première tient dans l'existence de contacts directs avec les citoyens ce que ne favorisent pas les réductions importantes de personnels. Le secteur public a une fonction dans l'aménagement du territoire et l'égalité sociale. Il ne peut donc être soumis au principe strict de rentabilité: l'école, la Poste, le secteur hospitalier et la santé, les transports en commun sont au service des usagers et du territoire, préservons-les.

### **5. L'AUTONOMIE: POUR FAIRE LE PAYS**

La crise actuelle résulte de l'incohérence qu'il y a entre le gain important de productivité issu du progrès technologique et une consommation qui ne suit plus la production. La modernisation réduit désormais le nombre d'emplois, active le chômage record en Occitanie et les situations sociales difficiles. La pauvreté croissante et le chômage dans toutes les classes sociales réduisent d'autant la demande.

Soulignons que la croissance engendrée par la seule consommation d'objets non strictement nécessaires est un leurre. En l'absence d'ouverture de marchés nouveaux qui permettent une fuite en avant dans le système et non la résolution de ses contradictions, il y a crise.

Sans prétendre à la panacée, le pouvoir régional est un élément nécessaire du dynamisme économique et de l'aménagement du territoire. Sans sectarisme, chaque Région doit pouvoir valoriser son identité comme un des facteurs du dynamisme. Nous

n'acceptons pas au Partit Occitan que le déracinement des individus soit considéré comme un principe obligatoire du progrès humain, d'autant plus que cette «mobilité» géographique s'exerce toujours en faveur de l'Île-de-France. Nous faisons la différence entre la nécessaire rencontre des individus et le déménagement de notre territoire.

Pour l'immédiat, le Partit Occitan se prononce en faveur d'une économie mixte: capitalisme sauvage, socialisme et centralisme bureaucratiques ne sauraient nous convenir. Ni l'un ni l'autre ne respectent les travailleurs salariés qui sont rarement considérés comme des partenaires au sein de l'entreprise. La rentabilité est considérée comme une fin en soi; en période de crise, veillons à ce que ne lui soient pas sacrifiés conditions de travail et environnement.

Par ailleurs, la fiscalisation des revenus du travail va croissant: nous lui préférons la fiscalisation du capital (tout spécialement du capital financier).

Les «délocalisations» d'emplois dans certains pays où la protection sociale est inexistante ne peuvent laisser l'Europe sans réaction. On ne peut parler de solidarité internationale en consommant tranquillement des produits fabriqués par des semi-esclaves et des enfants. On ne peut envisager le libre échange dans ce cas.

#### • INDUSTRIE ET COMMERCE:

Nous n'attendons plus rien des solutions miracle imaginées par l'État central et avec lesquelles on nous a trompés. Revitaliser l'économie en Occitanie, répondre à la globalisation du marché, c'est d'abord s'appuyer sur un réseau solide de PME et PMI. Ces entreprises doivent bénéficier d'un statut fiscal particulier pour lequel la Région a son mot à dire. Celle-ci se doit d'appuyer toutes les initiatives des organismes de crédit en faveur de ces entités. Nous ne pouvons laisser l'initiative économique au seul État central qui ne travaille qu'à se perpétuer. De même, les Régions, au sein de la communauté occitane, doivent pouvoir passer des accords.

L'implantation des technopoles, fruit de la coopération entre collectivités locales et sociétés privées peut créer des emplois et dynamiser la recherche. Il faut faire en sorte que cela profite plus aux localités d'implantation en s'appuyant sur les structures existantes, à savoir les Universités, leurs laboratoires et le tissu économique régional. Ceci doit être coordonné au niveau régional et ne saurait être anarchique.

L'ensemble du milieu rural occitan se désagrège. La politique d'aménagement du territoire a été longtemps oubliée et reste aujourd'hui du domaine du discours. Les commerces dans ces zones doivent pouvoir profiter des prix pratiqués par les centrales d'achats. La commercialisation des productions à l'échelon régional et local mériterait d'être encouragée et pas seulement en matière agricole.

#### • AGRICULTURE ET PÊCHE:

"*Ges de país sens païsans*" est un slogan récent. L'agriculture est d'abord une activité de production. Maintien de l'environnement, aménagement du territoire ne sont pas ses fonctions premières, il est bon de le rappeler. C'est avec des prix rémunérateurs que l'on maintiendra une agriculture rentable.

Malheureusement, trop de marchés de l'agriculture et de la pêche sont actuellement cassés par le non-respect de la préférence communautaire. La grande distribution exerce désormais un effet pervers en ne respectant aucun des prix-planchers négociés avec les organisations professionnelles. La production européenne peut exister au prix européen, non au prix mondial.

S'il y a une réforme de la P.A.C. à apporter, ce serait celle qu'amènerait la garantie de prix par types de production défini au niveau régional. La présence des Régions aux négociations concernant les productions sensibles donnerait plus de crédit à l'idée

européenne auprès des agriculteurs et des pêcheurs qui se sentent sacrifiés et abandonnés.

D'autre part, les collectivités locales ne s'impliquent pas assez dans la promotion et la commercialisation de leurs produits à l'extérieur et à l'intérieur de leur zone d'influence. La formation commerciale des agriculteurs et leur diversification restent encore insuffisantes.

La modernisation de la paysannerie occitane doit passer par l'augmentation des prêts bonifiés et des aides à l'agriculture de montagne et de semi-montagne. Désormais, le développement de la recherche agronomique ne peut aller que dans le sens de la qualité et d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement et porteuse d'une identité à valoriser par des appellations.

- **TOURISME:**

Le tourisme reste une activité économique parmi d'autres et non une solution à tous les maux économiques que l'Occitanie connaît. Ce secteur appelle donc une politique cohérente et maîtrisée, respectueuse de notre identité comme de notre environnement afin de servir de référence aux entreprises en la matière. La formation technique et professionnelle des jeunes aux métiers du tourisme ne peut qu'incomber aux Régions dans le cadre du service public d'éducation.

Nous refusons la ségrégation sociale de certaines concentrations touristiques qu'il faut éviter.

## **6. A NOUVEAU LE SOUFFLE DE LA LANGUE D'OC**

La France s'entête dans son sectarisme linguistique, pourtant les droits des langues minoritaires sont garantis par des chartes, des traités, des organismes internationaux tels que le Conseil de l'Europe, l'Union Européenne, l'ONU et son organisation l'UNESCO. En tant qu'humains, nous ne pouvons tolérer l'idée de langue inférieure, de culture inférieure et donc de peuple inférieur. La France refuse de ratifier la Convention européenne sur les langues minoritaires. Nous travaillerons pour notre part à tout ce qui favorisera la coofficialité de la langue occitane sur son territoire

A la veille du XXIème siècle, ce ne serait pas trop demander de décentraliser véritablement *France 3* pour y assurer la présence quotidienne de notre langue. Il faut aller vers la création d'une société publique de production d'émissions en oc et d'une chaîne de télévision en Occitanie. Les aides régionales aux outils de promotion de la langue (éditions, bibliothèques, enseignement, recherche) sont bien trop insuffisantes pour sentir à nouveau le souffle de la langue. Nous ne resterons pas à l'écart du renouveau européen des langues non-étatiques.

## 7. UN ENSEIGNEMENT A LA MESURE DU SUD

Pour l'enseignement, il y a lieu de redéfinir les niveaux d'organisation suivants: Région, État, Europe. Par une régionalisation progressive et concertée, on peut donner une plus grande souplesse et efficacité à cette énorme structure bonapartiste de l'Éducation Nationale, incapable de répondre à une demande de modernisation. Nous renouvelons ici notre refus de privatisation qui se cacherait derrière cette évolution.

La qualité de l'enseignement passe aussi de la maternelle au lycée par l'amélioration des conditions de travail. Le contenu des programmes en sciences humaines ne peut éviter de s'appuyer sur les réalités régionales pour s'ouvrir au plan général. Nous veillons par ailleurs à ce que les *Calandretas* accèdent à une reconnaissance de service public.

L'éducation, la formation professionnelle sont des priorités de notre temps. La recherche reste le parent pauvre et la fuite des cerveaux est une des causes de notre faible niveau de développement économique en Occitanie. A la puissance publique et au secteur privé de réagir.

## 8. SOCIÉTÉ: JUSTICE ET SOLIDARITÉ

### • CHÔMAGE:

Résoudre durablement cette question suppose qu'une réflexion globale sur la répartition du travail et son partage soit engagée. Cela ne peut être que le fruit d'une concertation avec les acteurs sociaux et économiques.

Justement parce qu'il y a crise, nous pensons que réduire l'injustice sociale et la précarité du travail est encore plus d'actualité.

De même, les discriminations entre femmes et hommes devant le travail et sa rémunération n'ont plus lieu d'être dans nos sociétés. Le droit au logement décent est un droit élémentaire. Intégrons davantage de programmes sociaux dans les projets immobiliers. Parallèlement à cela, la vie associative mérite d'être soutenue: méfions-nous de ceux qui cherchent à l'étouffer par une mise sous tutelle partisane.

### • SANTÉ ET PRÉVENTION:

Un accès pour tous à une médecine de qualité guide notre politique et nous pousse à refuser toute idée de soins à deux vitesses. Où vont nos sociétés si l'on ne maintient pas et on n'élargit pas le remboursement des soins utiles ?

L'expansion du SIDA et la poussée des drogues ne peuvent laisser indifférents. Nous pensons qu'il faut dépénaliser la consommation de drogue pour les personnes acceptant un suivi médical.

D'autre part, il faut engager l'évaluation des médecines alternatives au plus tôt.

## 9. IDENTITÉ

La notion de nationalité occitane n'est pas incompatible avec celle de citoyenneté française. Une société vivante ne peut se figer: la nationalité peut être revendiquée par ceux qui vivent au pays.

En matière d'immigration, le Partit Occitan n'admet aucune exclusion ni aucune forme de discrimination. En période de récession économique, il est nécessaire de maîtriser les flux migratoires, mais la solution viendra de l'aide que nous apporterons au



Tiers-Monde et non de l'imposition de nos conditions économiques et de nos prix.

Les immigrés vivent dans notre société et participent à notre économie. Leurs enfants n'envisagent pas leur avenir ailleurs qu'en Occitanie: ce sont des Occitans à part entière.

## 10. L'HOMME-TERRE

L'équilibre entre l'homme et son environnement n'est plus un équilibre "naturel". Nous sommes passés à la phase de gestion: l'eau, la forêt, la chasse en sont autant d'exemples.

Favoriser l'écologie préventive et réparatrice, poursuivre les actions de dépollution, susciter des productions industrielles non polluantes, généraliser le tri et le recyclage des déchets, y sensibiliser les jeunes, améliorer l'information des consommateurs sont des orientations que nous tenons à privilégier.

L'énergie nucléaire, à cause de son coût et des déchets hautement toxiques qu'elle produit, ne saurait être considérée comme une énergie d'avenir. Nos sociétés ont tout intérêt dès aujourd'hui à financer la recherche concernant la diversification des approvisionnements énergétiques.

Le développement des transports collectifs sera un des défis des prochaines années. Il faut arriver à rendre ces modes de déplacement plus efficaces et moins chers que les transports individuels. Réconcilier le public avec le transport en commun, c'est possible surtout que nous ne voulons plus payer le prix des pollutions et des saccages autoroutiers de nos sites.

Humaniser l'urbanisation: le processus inhumain d'hyperconcentration urbaine que nous connaissons est lourd de menaces. Malgré tous les discours, cette concentration s'accélère autour des grandes villes. Parallèlement à cela, la politique régionale a surtout été incarnée par une action en faveur des seules capitales régionales tandis que l'aménagement du restant du territoire était négligé. Une politique du territoire ne peut avoir une consistance qu'en donnant à l'espace rural la possibilité d'une existence réelle, c'est ce que nous souhaitons en promouvant la notion de pays. A un pouvoir, on oppose des pouvoirs.

A l'intérieur des villes, le mal-vivre génère des maux redoutables: isolement des plus faibles, relégation des plus âgés. Certains maires préfèrent le contrôle politique à la convivialité et à l'organisation des citoyens. A nous d'impulser cette nécessaire solidarité sans laquelle on ne peut plus parler de société.

## 11. RÉGION, EUROPE: L'AVENIR !

La Région, entité de base, donnera à l'Europe sa cohésion d'ensemble tout en garantissant sa diversité. Elle peut permettre l'émergence d'une réalité autonome et originale: la communauté fédérale européenne qui ne peut être engendrée par les nationalismes d'État. Le comité européen des Régions n'a aucun pouvoir législatif, ses représentants sont nommés. la démocratie doit passer par là: l'élection directe au niveau régional est nécessaire.

S'ouvrir sur le monde et le progrès, c'est espérer que l'Europe sera capable d'imaginer de nouvelles formes d'organisation politique.

L'Europe doit défendre la Déclaration universelle des droits collectifs des Peuples et œuvrer à sa reconnaissance par l'ONU. Il n'y a pas de droit individuel sans droit collectif.

Le Partit Occitan, qui se prononce pour l'abandon des armes nucléaires, chimiques et biologiques, souhaite travailler à une Europe de paix et de solidarité avec les pays de la planète.